



L'Institut du droit équin fête ses 30 ans

Conférences et Témoignages

*Pôle européen du cheval
Boulerie Jump
(Route de Feumusson - 72530 YVRE
L'EVEQUE)*

**Quelle place pour le
droit équin
dans la filière équine
aujourd'hui ?**



**Jeudi 17 octobre 2024
de 17h30 à 19h30**

**Conférence réservée et offerte aux
adhérents de l'IDE
Suivie d'un cocktail dinatoire
(Offert par l'IDE à tous les participants)**

 Institut du Droit Équin

 @IDE_droitequin

 IDE Institut du droit équin

Institut du droit équin
Hôtel Burgy, 13 rue Pierre Bernardaud - 87100 LIMOGES
Tel : 05.55.45.76.30/33
droitequin@gmail.com
www.institut-droit-equin.fr

Version mise à jour le 10 juillet 2024



17h30 : Accueil des participants au Pôle européen du cheval

*Conférence animée par Blanche **DE GRANVILLERS**, avocate au Barreau de Paris et Emilie **CHEVALIER**, maître de conférences en droit public à l'Université de Limoges*

18h00 : Les grands témoins : « *construction, évolution et place du droit équin* »

- Patrick **de CHESSE**, avocat honoraire, instructeur d'équitation (BEES2)
- Jean Pierre **VOGEL**, sénateur et président du groupe Cheval au Sénat
- Olivier **de SEYSSEL**, président de Filière équine française (*à confirmer*)

19h00 : Le mot des co-présidents de l'Institut du droit équin

- Charles **DUDOGNON**, professeur de droit public à l'Université de Limoges (*à confirmer*)
- Christian **BEUCHER**, retraité de la profession d'avocat en droit équin

Echanges avec les participants

19h30 : Cocktail et soirée



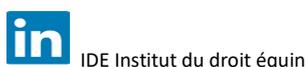
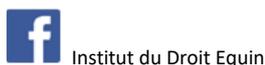
28^{ème} Congrès de l'Institut du Droit Équin en partenariat avec l'AFDR

*Pôle européen du cheval -
Boulerie Jump
(Route de Feumusson - 72530 YVRE
L'EVEQUE)*

**La place de
l'entreprise équine
dans le paysage
agricole actuel : quels
enjeux juridiques ?**



**Vendredi 18 octobre 2024
de 8h30 à 19h00**



Institut du droit équin
Hôtel Burgy, 13 rue Pierre Bernardaud - 87100 LIMOGES
Tel : 05.55.45.76.30/33
droitequin@gmail.com
www.institut-droit-equin.fr

Version mise à jour le 10 juillet 2024



Mot d'accueil du co-président (08h50)
*Christian **BEUCHER**, co-président de l'Institut du droit équin
avec la participation de François **ROBBE**, président de l'Association française de droit rural*

Introduction (09h15)
Représentant Ifce du projet EU Horse Net (à confirmer)
*Emilie **CHEVALIER**, Maître de conférences en droit public, Université de Limoges*

I - L'entreprise équine, une entreprise comme les autres ?

Animatrice : Blanche de Granvilliers, avocate en droit équin (Barreau de Paris)

1. Le recours au statut du fermage pour les activités équestres 20 ans après la promulgation de la LDTR (Loi de Développement des Territoires Ruraux) : Bilan critique 20 ans après la LDTR ?
(09h40)

*Manuel **CARIUS**, Magistrat, membre du bureau de l'institut du droit équin*

2. Quels outils juridiques pour la valorisation des activités équestres ? (10h10)

*Lionel **MANTEAU**, avocat honoraire, membre de l'AFDR*

*Sylvie **LEBRETON DERRIEN**, maître de conférences en droit privé, Faculté de droit, Antenne de Laval, Le Mans Université, secrétaire générale Association française de droit rural.*

3. La TVA comme illustration d'une volonté politique affirmée de donner au cheval sa place légitime dans le paysage agricole en conformité avec le droit européen (10h30)

*Guillaume **RUBECHI**, avocat fiscaliste, avocat associé Cabinet Valoris*

Echanges et questions (10h50)

Pause (11h00)

II - L'entreprise équine dans un monde agricole en transition

Animateur : Christian BEUCHER, co-président de l'IDE

1. L'accès au foncier aujourd'hui pour les entreprises équestres (loi ZAN...) - (L'application des règles d'urbanisme) (11h20)

*Rémy **SILVE**, Directeur Safer Pays de la Loire*

Représentant(e) de la chambre des notaires du Grand Anjou (interventions à confirmer)

2. L'agriphotovoltaïsme, une véritable opportunité pour les entreprises équines ? (11h50)

*Mr Lionel **MANTEAU**, avocat honoraire, membre de l'AFDR*

*Mme Sylvie **LEBRETON DERRIEN**, maître de conférences en droit privé, Faculté de droit, Antenne de Laval, Le Mans Université, secrétaire générale Association française de droit rural.*

3. L'enjeu de la soumission des entreprises équines à la politique agricole commune (12h10)

*Chloé **VINOT**, Chambre d'agriculture de Normandie,*

*Emilie **Chevalier**, maître de conférences en droit public, Université de Limoges*

4. La diversification des activités équines : quelle stratégie de développement ? (12h40)

*Michel **GUIOT**, président de la Société hippique française et vétérinaire équin*



Echanges et questions (13h00)

Pause déjeuner (13h15)

Table ronde 1 : Les grands témoins sur les thématiques évoquées (14h45)

Animatrice : Sophie BEUCHER, avocate en droit équin (Barreau d'Angers)

Intervenants :

- Philippe **ROSSI** : témoignage quant à la réalisation du pôle européen du cheval (quelles structures juridiques ? baux consentis ? éventuelles difficultés à l'agrandissement et à la recherche de nouvelles installations notamment en raison de la loi ZAN...) (*à confirmer*)
 - IFCE, Guillaume **BLANC**, directeur de l'accompagnement à la filière
- François **ROBBE**, avocat en droit rural, président de Association française de droit rural
- David **LUMET**, cavalier professionnel, dirigeant d'une entreprise de pré entraînement (*à confirmer*)

Table ronde 2 : Les revendications politiques actuelles des entreprises équines (16h00)

Animateur : Gordon CHOISEL, rédacteur en chef de la revue de droit rural

Intervenants :

- Mathias **HEBERT**, délégué général du GHN (Groupement Hippique National) (*à confirmer*)
- Stéphane **MEUNIER**, Président du Syndicat des Entraîneurs, Drivers et Jockeys de Trot
- François Xavier **de CHEVIGNY**, Président du Syndicat des entraîneurs de Galop (*à confirmer*)
 - Jean Pierre **VOGEL**, Sénateur, Président du groupe cheval au Sénat
 - Olivier de **SEYSSEL**, Président de la Filière équine française

PROPOS CONCLUSIFS (17h15)

François **PURSEIGLE** (*à confirmer*), Professeur des universités en sociologie à l'Institut National Polytechnique de Toulouse

Fin des travaux : 17h30

Visite du site par Philippe ROSSI et/ou animation équestre suivie(s) d'un pot de l'amitié.



Durée du congrès : 7h00

Prérequis : Congrès ouvert à tous

Objectifs opérationnels : Le congrès est une action de formation prévue au 1° de l'article L6313-1 du code du travail se définit comme un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel. L'objectif professionnel de l'action de formation est de mettre en application des connaissances juridiques (textes et jurisprudence applicables à la filière du cheval) sur les thématiques visées précédemment.

Modalités et délais d'accès : Formation suivie en présentiel ou en visioconférence. **Inscriptions ouvertes jusqu'au 04 octobre 2024 inclus.**

Tarifs :

Pour les adhérents de l'IDE :

- 240 € TTC (ou 120 € TTC pour les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et étudiants sur justificatif).

Pour les non-adhérents :

- 300 € TTC (ou 150 € TTC pour les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et étudiants sur justificatif).

Méthodes pédagogiques et techniques mobilisées :

L'action de formation est délivrée par des professionnels de la filière du droit et du cheval. Leur qualité est précisée précédemment.

L'action de formation se déroule en présentiel au Pôle européen du cheval ou en visioconférence via Zoom. Un support de présentation contenant les principaux points développés par les formateurs ainsi que les références juridiques citées (textes et jurisprudence) est projeté à l'écran pendant toute la durée de l'action de formation. Des temps dédiés aux questions et échanges sont prévus au cours de l'action de formation (prises de paroles et utilisation du chat). L'action de formation est coordonnée par les salariées de l'organisme de formation qui assurent la présentation des formateurs et des thématiques, la répartition de la parole entre les présents, le respect des horaires et les aspects techniques et logistiques. A l'issue de l'action de formation, un compte-rendu détaillé est adressé aux stagiaires, au format PDF, par mail.

Une auto évaluation sera réalisée par chacun des stagiaires à l'issue de la formation.

Modalités d'évaluation : Un questionnaire d'auto-évaluation est remis sur place aux stagiaires à l'issue de l'action de formation. Ce questionnaire permet d'évaluer les connaissances acquises par chaque stagiaire à l'occasion de l'action de formation.

Ce questionnaire vise également à mesure le taux de satisfaction des stagiaires ayant participé à l'action de formation.

Accessibilité personnes handicapées : oui. Les modalités de suivi de la formation peuvent être aménagées pour les personnes en situation de handicap. Si vous êtes dans cette situation, n'hésitez pas à nous contacter.

Modalités d'inscription : bulletin à renvoyer par mail : droitequin@gmail.com accompagné du règlement.



Programme prévisionnel détaillé / déroulé prévisionnel :

Accueil et introduction :

Mot d'accueil : Présentation du déroulé de la journée et des possibilités d'interaction.

Introduction : Présentation du contexte, explication quant au choix de la thématique retenue, cadrage du sujet et réflexion autour des enjeux.

Partie 1 :

L'entreprise équine et son besoin d'un cadre juridique spécifique ? Quelles adaptations des règles « *de droit commun* » ? quelle assimilation ou renforcement de la spécificité ? Quelle adéquation de ces règles ?

- Le bail rural est-il un outil efficace pour le développement des entreprises équestres ?

[Y voit-on plus clair aujourd'hui sur la qualification juridique des activités équestres et leur soumission au régime juridique du bail rural ? définition de l'exploitant agricole dans le code rural peu précise...] + Evolution du contentieux et de la JP en droit équin relative aux baux ruraux. Sous location de boxes fréquente / Milieu équestre réfractaire au bail rural / Contentieux des indemnités d'éviction / Montant du fermage (encore des arrêtés locaux qui ne prévoient pas les activités équines)]

- Le duo bail cessible VS fonds agricole (notion de location gérance) / Parallèle sur l'éviction du bail commercial (contentieux des indemnités d'éviction) / Bail environnemental

[Le bail rural environnemental et En quoi le bail rural est un outil de droit commun ? Le bail rural est un outil souvent évité (écurie partagée, sous location de boxe, notion de location gérance...)]

- La TVA comme outil politique : Mise en perspective de la vision politique et de la vision européenne = une assimilation bienvenue dans le milieu équin ?

Partie 2 :

Quelles transitions importantes pour L'entreprise équine en 2024 ? Comment tenter de comprendre et décrypter ces enjeux spécifiques ? De quelle manière faut-il les appréhender (analyse des avantages et inconvénients)

- L'accès au foncier va-t-il être limité pour les entreprises équestres ? Quelles solutions ? La loi ZAN (loi Zéro Artificialisation Nette des sols) va-t-elle en particulier impacter directement des entreprises équestres et les mettre en difficulté ?

- Vigilance sur l'agriphotovoltaïsme non maîtrisé et non finançable par l'exploitant équin / question de l'occupation de l'espace agricole / question de la place des entreprises équestres sur le territoire

- La PAC et ses règles européennes : enjeux écologiques et enjeux relatifs au bien-être animal - Rappel de la répartition entre compétences nationales et européennes

[Mise en application de la PAC pour les professionnels du cheval, impératif écologique agricole (tel que formulé par la Commission européenne) : un levier juridique d'avenir sur lequel le cheval pourrait être force d'exemple ? Impératif écologique VS difficultés de terrain...]

- Quelle stratégie autour de la pluriactivité comme levier économique de l'activité équine (éleveur à titre secondaire, écurie de groupe, bienvenue à la ferme dans le centre équestre... ?)

Bulletin d'inscription
30 ans & 28^{ème} Congrès de l'IDE
17 & 18 octobre 2024

Date limite d'inscription fixée au 04 octobre 2024 inclus

Nom :Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :Téléphone :

Fonction :

1 – Conférence et cocktail de célébration des 30 ans de l'Institut du Droit Equin (réservés aux adhérent(e)s de l'IDE) :

- Sera présent(e) aux 30 ans de l'Institut du droit équin** organisés le jeudi 17 octobre 2024 (à partir de 17h30) (uniquement en présentiel).
- Ne sera pas présent(e) aux 30 ans de l'Institut du droit équin** organisés le jeudi 17 octobre 2024 (à partir de 17h30) (uniquement en présentiel).

2 – 28^{ème} Congrès de l'Institut du Droit Equin / Tarif préférentiel pour les adhérent(e)s de l'IDE :

- Est adhérent(e) de l'IDE,** désire participer **en présentiel** au 28^{ème} Congrès annuel de l'IDE organisé le vendredi 18 octobre 2024 (à partir de 08h30) et s'engage à verser la somme de 240€ TTC par chèque ou virement bancaire pour toute inscription jusqu'au 04 octobre 2024 inclus (ou 120€ TTC pour les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et étudiant(e)s sur envoi d'un justificatif).
- Est adhérent(e) de l'IDE,** désire participer **en visioconférence** au 28^{ème} Congrès annuel de l'IDE organisé le vendredi 18 octobre 2024 (à partir de 08h30) et s'engage à verser la somme de 240 € TTC par chèque ou virement bancaire pour toute inscription jusqu'au 04 octobre 2024 inclus (ou 120€ TTC pour les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et étudiant(e)s sur envoi d'un justificatif).

3 – 28^{ème} Congrès de l'Institut du Droit Equin / Tarif non- adhérent(e)s de l'IDE :

- N'est pas adhérent(e) de l'IDE,** désire participer **en présentiel** au 28^{ème} Congrès annuel de l'IDE organisé le vendredi 18 octobre 2024 (à partir de 08h30) et s'engage à verser la

somme de 300€ TTC par chèque ou virement pour toute inscription jusqu'au 04 octobre 2024 inclus (ou 150€ TTC pour les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et étudiants sur envoi d'un justificatif).

- N'est pas adhérent(e) de l'IDE,** désire participer **en visioconférence** au 28^{ème} Congrès annuel de l'IDE organisé le vendredi 18 octobre 2024 (à partir de 08h30) et s'engage à verser la somme de 300€ TTC par chèque ou virement bancaire pour toute inscription jusqu'au 04 octobre 2024 inclus (ou 150€ TTC pour les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA et étudiants sur envoi d'un justificatif).

4 – 28^{ème} Congrès de l'Institut du Droit Équin / Invitation réservée à 1 représentant de chaque membre associé de l'IDE :

- Est représentant(e) d'un membre associé de l'Institut du droit équin et souhaite assister **en présentiel** au 28^{ème} Congrès annuel de l'IDE organisé le vendredi 18 octobre 2024 (à partir de 08h30).
- Est représentant(e) d'un membre associé de l'Institut du droit équin et souhaite assister **en visioconférence** au 28^{ème} Congrès annuel de l'IDE organisé le vendredi 18 octobre 2024 (à partir de 08h30).

Merci également de nous indiquer :

- votre **niveau de connaissances** quant au programme de la journée de Congrès :

- expert intermédiaire novice

- vos **attentes** quant au suivi de la journée de Congrès :

- acquérir de nouvelles connaissances actualiser vos connaissances mettre à jour vos pratiques professionnelles échanger avec des professionnels du cheval et du droit
- autres :

Les modalités de suivi du Congrès peuvent être aménagées pour les personnes en situation de handicap. Si vous êtes dans cette situation, n'hésitez pas à nous contacter.

En complétant et signant le présent bulletin d'inscription, le stagiaire inscrit reconnaît avoir lu et accepté les dispositions du règlement intérieur des formations et Congrès de l'Institut du droit équin.

Le présent règlement est mis à disposition des stagiaires sur le site Internet de l'Institut du droit équin et joint par tous moyens utiles à la confirmation d'inscription du stagiaire à la présente journée de Congrès.

A..... Le.....

Signature

Bulletin à retourner à l'IDE par mail ou par courrier postal :
CDES - Hôtel Burgy - 13, rue Pierre Bernardaud - 87100 LIMOGES
Tel : 05.55.45.76.30/33 - Mail : droitequin@gmail.com

**INSTITUT DU DROIT EQUIN CENTRE DE DROIT ECO
SPORT****13 RUE DE GENEVE
87100 LIMOGES**IBAN⁽¹⁾: **FR76 3000 4009 5300 0055 2193 858**BIC⁽²⁾: **BNPAFRPPXXX**

Code banque	Code agence	Numéro de compte	Clé RIB	Agence de domiciliation
30004	00953	00005521938	58	BNPPARB LIMOGES CARMES (00953)

⁽¹⁾ International Bank Account Number⁽²⁾ Bank Identifier Code⁽³⁾ Relevé d'Identité Bancaire**INSTITUT DU DROIT EQUIN CENTRE DE DROIT ECO
SPORT****13 RUE DE GENEVE
87100 LIMOGES**IBAN⁽¹⁾: **FR76 3000 4009 5300 0055 2193 858**BIC⁽²⁾: **BNPAFRPPXXX**

Code banque	Code agence	Numéro de compte	Clé RIB	Agence de domiciliation
30004	00953	00005521938	58	BNPPARB LIMOGES CARMES (00953)

⁽¹⁾ International Bank Account Number⁽²⁾ Bank Identifier Code⁽³⁾ Relevé d'Identité Bancaire**INSTITUT DU DROIT EQUIN CENTRE DE DROIT ECO
SPORT****13 RUE DE GENEVE
87100 LIMOGES**IBAN⁽¹⁾: **FR76 3000 4009 5300 0055 2193 858**BIC⁽²⁾: **BNPAFRPPXXX**

Code banque	Code agence	Numéro de compte	Clé RIB	Agence de domiciliation
30004	00953	00005521938	58	BNPPARB LIMOGES CARMES (00953)

⁽¹⁾ International Bank Account Number⁽²⁾ Bank Identifier Code⁽³⁾ Relevé d'Identité Bancaire